

La paix des femmes

Ce 8 Mars 2018, une nouvelle génération de femmes est descendue massivement dans les rues, se dressant contre les abus, les violences et les discriminations sexistes. Cette génération brandit une exigence d'égalité que, désormais, nul ne pourra plus ignorer. Il s'agit d'une lame de fond qui porte en elle la promesse d'un changement historique, d'une transformation radicale des sociétés démocratiques.

Mais, en même temps, dans des proportions et avec une portée découlant des progrès technologiques et l'organisation de la mondialisation, nous voyons se mettre en place une farouche réaction contre cette volonté d'émancipation et d'égalité des femmes. Et au cœur de la résistance de la domination séculière des hommes, voici un phénomène qui, de nos jours, atteint les proportions d'une guerre contre les femmes. Une guerre qui n'a été officiellement déclarée nulle part... mais qui, sourde, constante, dévastatrice, est menée menée à travers le monde et dans chacun de nos pays.

Chaque année, des millions de femmes et de filles sont victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle, alimentant le commerce le plus infâme et le plus rentable de la planète. Aujourd'hui, les industries du sexe représentent des volumes d'affaires comparables au trafic d'armes ou à l'industrie pétrolière. L'Espagne et, en particulier, la Catalogne, sont devenues plaques tournantes ou destination pour un grand nombre de ces femmes, qui se voient entraînées dans le monde de la prostitution - que ce soit sous la contrainte des mafias proxénètes, poussées par la misère, étant victimes de violences familiales ou bien ayant connu un itinéraire vital chaotique.

Notre société doit prendre conscience de la souffrance humaine qui se cache derrière les néons des «clubs» qui s'affichent en bordure des routes, des appartements faisant fonction de discrets bordels dans nos villes, derrière les annonces de services sexuels d'Internet ou dans les rues inhospitalières de certaines zones industrielles.

Il y a traite parce que la prostitution existe. Et parce que, loin d'être une opportunité professionnelle séduisante pour les femmes, la demande de ce marché en perpétuelle expansion ne peut être satisfaite que par la violence et le mensonge.

Ainsi, nous rejetons les faux débats sur une prostitution "forcée" - qui devrait être poursuivie - et une prostitution "volontaire", qui pourrait être régularisée. La prostitution est alimentée par des contingents de femmes pauvres, originaires de régions économiquement défavorisées et appartenant souvent à des minorités

ethniques opprimées. Une réalité qui met en évidence le non-sens des discours sur la liberté. Non, la prostitution n'est pas "le plus ancien métier du monde", redécouvert par une postmodernité qui y verrait même une voie de "responsabilisation" des femmes, mais une des plus anciennes institutions patriarcales, vecteur de racisme et de domination de classe. Et, de nos jours, tout un paradigme de la connivence entre le capitalisme et le crime organisé.

Le véritable problème que pose la prostitution à notre société est celui de l'égalité. Sans égalité, non seulement juridique - dont beaucoup de ces femmes manquent -, mais encore matérielle, effective, l'invocation du libre arbitre ne fait que masquer l'oppression.

Assez de détournement des concepts forgés par des décennies de luttes féministes! Le "droit à son propre corps" n'a rien à voir avec sa marchandisation. Ni avec le déni du désir des femmes, que la prostitution transforme en simple objet, au service d'une affirmation rituelle et malade de la masculinité. Assez de manipuler la douleur des femmes, de jouer avec les mots et de nous exhorter à ne pas parler de "victimes"! Le statut de victime ne constitue pas une identité. Il y a des victimes parce qu'il y a des bourreaux. Soi-disant consenti ou non, un crime est un crime. En toute circonstance, l'achat de faveurs sexuelles certifie une relation d'inégalité.

Les dimensions atteintes par l'essor de la prostitution – ainsi que par d'autres phénomènes associés aux industries du sexe, comme une pornographie devenue omniprésente et dégradante pour les femmes - font que nous ne puissions plus retarder une position en tant que société. Il s'agit de décider si nous considérons comme légitime de perpétuer un privilège ancestral des hommes qui leur permet d'accéder, par le biais de l'argent, au corps des femmes.

Accepter ce privilège - légaliser la prostitution comme s'il s'agissait de «travail du sexe» - impliquerait la nécessité de perpétuer, de renouveler et d'élargir constamment une réserve de femmes, mise à la disposition des caprices sexuels des hommes. L'acceptation de ce privilège laisserait des milliers de femmes sans défense devant des proxénètes «entrepreneurs» ... et face à des clients, légitimés en tant que «consommateurs». Mais, à son tour, cela signifierait aussi remettre en question toutes les politiques en matière d'égalité et d'éducation, minant les acquis sociaux du monde du travail et, enfin, gangrenant les fondements mêmes de la société démocratique. Sans oublier, en ce qui concerne les enfants, l'induction de comportements sexuels qui ne correspondent pas à leur développement psychologique et sexuel.

Ce n'est pas une discussion corporative, comme le prétend la propagande multiforme des industries du sexe. La situation intolérable des femmes prostituées

est la part la plus immédiate du problème. Mais aussi l'avenir de milliers et de milliers de femmes et de filles pauvres, appelées à les remplacer demain... ou à les rejoindre. Il s'agit de la position des femmes dans leur ensemble. Car, la légitimation du commerce sexuel ferait que, du coup, toutes les femmes deviennent susceptibles d'être prostituées: si nous admettons que l'on puisse acheter une femme, toutes les autres peuvent l'être aussi.

Aujourd'hui, nous prenons la parole pour exiger des modifications législatives et des politiques publiques à la hauteur des circonstances. Nous voulons mettre fin à cette guerre dévastatrice et instaurer une **paix authentique pour les femmes**, comme les féministes des pays nordiques l'ont déclarée il y a plusieurs années, dénonçant la prostitution comme un esclavage moderne et une violence structurelle contre les femmes.

Nous demandons, donc:

- Que des programmes d'éducation et de formation sur l'égalité soient déployés dans tous les domaines, depuis l'école jusqu'aux services publics. Que des politiques spécifiques de prévention et de lutte contre l'exclusion sociale soient développées.
- Un combat renforcé contre le proxénétisme et la traite d'êtres humains, mettant en avant la protection de ses victimes.
- La dépénalisation complète des femmes en situation de prostitution. La mise en œuvre de programmes de soutien social et de formation professionnelle, afin d'aider les femmes qui, librement, souhaiteraient quitter le monde de la prostitution et reconstruire leur autonomie vitale.
- La pénalisation de l'achat de services sexuels.

En un mot: nous demandons aux pouvoirs publics, à nos gouvernements et à nos représentants parlementaires, d'être aux côtés des femmes et d'assumer le combat qui marquera le destin du nouveau siècle: **la lutte pour l'égalité**. Nous leur demandons d'avoir le courage de mettre la société devant le miroir des misères qu'elle doit surmonter, des fléaux qu'elle doit éradiquer. Nous voulons que notre pays rejoigne le groupe, de plus en plus nombreux, des États démocratiques qui se sont engagés sur la voie d'une société libre de traite et de prostitution.

Barcelone, 15/10/2018

Formulari d'adhesió (cat) : <https://goo.gl/forms/n4EhKIRI7Tr6ftbC2>
Formulario de adhesión (cast) : <https://goo.gl/forms/fAxhIEGeVz3AfMxB3>
Formulaire d'adhésion (fr) : <https://goo.gl/forms/rrlJ4OtzVlz39y1>

Plataforma catalana pel dret a no ser prostituïdes

dretanoserprostituïdes@gmail.com

<http://acciofeminista26n.wordpress.com/>

[Facebook: Plataforma pel dret a no ser prostituïdes](#)

[Twitter: @dretanoser](#)